

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II-2865

présenté par
M. Thiébaud

ARTICLE 49**ETAT B****Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

I. Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

(en euros)

Programmes	+	-
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 000 000	0
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	0	6 000 000
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0
TOTAUX	6 000 000	6 000 000
SOLDE	0	

II. Modifier ainsi les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 000 000	0
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	6 000 000	0
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0
TOTAUX	12 000 000	0
SOLDE	12 000 000	

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement, proposé par Chambres d'agriculture France, vise à maintenir le budget dédié à l'enveloppe Aide au Redressement des Exploitations en Difficulté (AREA) à 7 millions d'euros, comme prévu dans la loi de Finances 2025, mais également à encourager le Gouvernement à assouplir les critères d'éligibilité afin de permettre une utilisation pleine et effective de ces crédits.

En effet, le dispositif AREA est un outil essentiel de soutien aux exploitations agricoles confrontées à des difficultés économiques et financières. Il permet d'accompagner les exploitants dans un plan de redressement viable. Cependant, malgré son importance stratégique, ce dispositif reste insuffisamment utilisé, du fait de critères d'accès trop restrictifs.

En 2025, l'enveloppe annuelle de 7 millions, partagée entre les dispositifs AREA, AGEA et ARP a été largement sous-consommée car plusieurs freins majeurs sont identifiés :

- L'interdiction d'accroître les moyens de production, qui limite les perspectives de redressement des

exploitations ;

- La contribution minimale de 25% de l'exploitant, jugée trop élevée au regard des situations financières des exploitants ;

- Des critères communautaires inadaptés à la réalité des structures agricoles, notamment l'obligation d'avoir ses capitaux propres inférieurs à 50 % du capital social ou de justifier d'une réduction des

capitaux propres supérieure à 50 %.

Le contexte actuel de crise économique et climatique laisse présager une augmentation significative du nombre d'exploitants agricoles en difficulté en 2026. C'est pourquoi, il est indispensable de maintenir l'enveloppe AREA et de permettre de la mobiliser pleinement en levant les critères.

Le présent amendement a donc pour objectif de rétablir le montant de 7 millions d'euros dédié à l'AREA en 2025 et d'appeler le Gouvernement à simplifier les conditions d'accès au dispositif, afin d'en garantir

l'efficacité sur le terrain.

Il est proposé de minorer de 6 millions d'euros en AE et CP l'action 01 « Moyens de l'administration

centrale » du programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » pour abonder de 6

millions d'euros l'action 22 « Gestion des crises et des aléas de la production agricole » du programme 149

« Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ».

Nous proposons ce transfert de crédit pour respecter les règles imposées par l'article 40 mais nous ne

souhaitons pas réduire les crédits du programme 381, et proposons que le Gouvernement lève le gage.